

alter MEDIALAB

Le Laboratoire de journalisme participatif avec des étudiants et des élèves

10

AVRIL
2021



**VIRUSLAND,
JEUNES ET INÉGALITÉS**

Équipe de rédaction

Marie-Eve Merckx
Pierre Jassogne
Nathalie Cobbaut
Flavien Gillié (BNA-BOOT)
Manon Kleynjans
Vincent Blairon
Bertrand Vandeloise
Les étudiants de l'Université Saint-Louis : Jessica Ananias, Soumaya Bouazza, Mariame Collin, Assia Smara, Camille Bindels, Eugénie Nolet, Rama Jean Walter, Benoît Manirih, Laurette Sifa Kapella, Victor Aristide, Zenab Guilavogui, Sarah Deprez, Kiara Fiorito, Aya Reghif, Andy Bolekimo Bongo Ipepe, Emilie de Villenfagne, Sara Iborra

Ce numéro a été coordonné par Barbara Gonzalez Galvez et Chaïma El Yahiaoui

Illustration

Olivia Sautreuil

Graphisme

Caroline Deroyer
Maude Wera
(dac-collectif.be)

Correction

Eddy Boumans

Impression

Imprimerie Havaux
(Nivelles)

L'Agence Alter est reconnue et soutenue par la Fédération Wallonie-Bruxelles comme organisme d'éducation permanente.

Alter médialab est une publication de l'Agence Alter asbl «exploratrice du social depuis 1995».

Siège social

rue Namèche 2B - 5000 Namur
N° d'entreprise : 457 350 545
IBAN BE97 3101 2163 4349
BIC BBRUEBB

Rédaction

Rue G. Tell 57 - 1060 Bruxelles
T. 02 541 85 20
redaction@alter.be
www.altermedialab.be

SOMMAIRE

- P. 3 **L'Image du Médialab**
- P. 4 **Édito à quatre mains : La crise sanitaire et le sort des jeunes, vus par des jeunes**
- P. 6 **Dans la famille Tontchepioc**
- P. 8 **Enseignement au temps du Covid : les jeunes à l'abandon**
- P. 10 **La jeunesse en (dés)espoir**
- P. 12 **Solidarité entre jeunes dans le quartier de Cureghem**
- P. 18 **Quand les opportunités et les perspectives s'évaporent**
- P. 20 **Une pandémie meurtrière pour l'emploi des jeunes**
- P. 20 **Les oubliés du confinement**
- P. 22 **Inégalités à la maison d'enfants « Le Compas »**
- P. 28 **Batailler pour son logement durant la crise sanitaire**
- P. 31 **Pas de crise du logement étudiant**
- P. 33 **Les inégalités de logement face au confinement**
- P. 38 **Jeune sans abri : rencontre à découvert**
- P. 40 **Jeunes et précarité : un accompagnement pare-balles**
- P. 43 **Une brève histoire de confinement, avec les Gastrosophes**
- P. 49 **"Young, wild & confined", l'émission radio.**



La crise sanitaire et le sort des jeunes, vus par des jeunes

La pandémie mondiale qui nous touche depuis le début de l'année 2020 fait des ravages. Le coronavirus a fait émerger des crises au niveau sanitaire, économique et social. Mais qu'en est-il des jeunes pour qui cette pandémie a mis en lumière et renforcé les inégalités ? On l'a bien vu, parfois au bout du rouleau, les jeunes craquent... Ils montrent notamment leur mécontentement à travers des manifestations.

PAR JESSICA ANANIAS, SOUMAYA BOUAZZA, MARIAME COLLIN, ASSIA SMARA, LES ÉTUDIANTES DU GROUPE « PRESSE ÉCRITE » DU PROJET BRUXITIZEN

Ce 1^{er} mars, il y a eu une mobilisation pour dénoncer l'isolement et la précarité des étudiants, en particulier. Solutions à leur détresse psychologique, bourses spéciales et retour au présentiel : voilà les grandes lignes des réclamations, énoncées lors de cette manifestation où plus de 500 jeunes sont sortis protester sur le campus du Solbosch de l'Université libre de Bruxelles. Lors de cette mobilisation, certains étudiants ont exprimé leurs craintes et les choses qu'ils voulaient voir bouger. Et ce n'est pas la seule qui s'est déroulée depuis que les tensions sont palpables. Les jeunes essaient de faire entendre leur voix comme ils le peuvent pour surmonter cette crise sanitaire. C'est dans ce contexte que nous avons été amenés à investiguer la thématique : « Jeunes, inégalités sociales et Covid », choisie cette année par l'Agence Alter dans le cadre du projet Bruxitizen.

TOUS DANS LE BAIN, MAIS PAS FORCÉMENT LOGÉS À LA MÊME ENSEIGNE

Le confinement a imposé bien des contraintes, et ce, sans que personne n'y échappe... Petits comme

grands, la réalité sociale de chacun s'est vue complètement transformée. Depuis plusieurs semaines maintenant, les jeunes s'évertuent à faire entendre leur voix, car ils estiment être les « oubliés de la crise », même si d'autres groupes de population sont également en déshérence. Isolés, souvent avec pour seule compagnie un ordinateur (mais pas toujours...), parfois privés de revenus afin de mener une vie décente, obligés de faire une croix sur les virées entre copains pendant que d'autres bravent l'interdit des sorties après le couvre-feu pour tenter de sortir de la dépression... : tous font face à la même situation, mais pas avec les mêmes armes pour l'affronter. Afin de tenter de capter un certain nombre d'enjeux qui se trament derrière ces inégalités de plus en plus profondes, l'Agence Alter, avec son projet Bruxitizen, a proposé à des élèves de l'Université Saint-Louis Bruxelles de se pencher sur la crise vue par les jeunes. C'est au travers de quatre ateliers médias que les étudiants ont tenté d'assembler la maquette de cette réalité dure. Tantôt en présentiel, tantôt en distanciel, les élèves sont parvenus à présenter le fruit de leur travail après des mois de labeur dans des conditions pas toujours évidentes.

RENDRE COMPTE DES RÉALITÉS DE TERRAIN

De la presse écrite à la radio, en passant par la réalisation de vidéos et de reportages photos, ces jeunes étudiants ont su trouver la motivation et surtout l'inspiration pour pouvoir aborder cette problématique compliquée dans ces différents ateliers. Et ce, malgré le virus et ses nombreuses restrictions sanitaires. La visite du quartier anderlechtois de Cureghem, réalisée en octobre dernier par groupes de quatre, a pu les aider à mettre en lumière les préoccupations de nombreux intervenants, rencontrés

« Malgré le fait que les difficultés de certains jeunes soient dépeintes à travers certaines productions, il en ressort un fil d'Ariane qui unit autour de la solidarité : la reconnaissance de l'autre, la compréhension, l'aide et l'entraide. »

à cette occasion. C'est le cas du « collectif des Gas-trosophes » ou encore l'asbl Compas, présents notamment lors de l'émission radio réalisée et animée par les étudiants de cet atelier, en décembre 2020.

Cette visite a aussi fortement influencé l'atelier photo par la réalisation de deux reportages au sein de ces rues anderlechtoises, ainsi qu'au Centre de jeunes d'Anderlecht. L'atelier d'écriture s'est quant à lui intéressé à développer huit articles, selon quatre grandes lignes directrices : l'enseignement, l'emploi, le logement et le sans-abrisme des jeunes. Enfin, l'atelier vidéo s'est attelé à la réalisation de deux courts

métrages, l'un mettant en avant le vécu d'un jeune au sein de sa famille, par temps de Covid-19, et l'autre, celui de travailleurs sociaux dans le domaine de l'aide à la jeunesse. Que ce soit en radio, en photo, en presse écrite ou en vidéo, les étudiants, participants actifs au projet Bruxitizen, ont su mettre en lumière par leurs nombreuses productions médiatiques cette lourde problématique des inégalités sociales qui touchent particulièrement cette génération à laquelle ils appartiennent, par ces temps de Covid.

UN FIL D'ARIANE : LA SOLIDARITÉ

À travers ce projet de Bruxitizen, découpé en plusieurs ateliers, les étudiants se sont exprimés à leur manière, et leur travail est le reflet d'un acharnement sans faille pour faire entendre leur voix face à cette crise qui semble ne plus finir. Confinement sur confinement, le moral ne semble pas au beau fixe et, pourtant, à travers cette revue, nous allons pouvoir découvrir l'âme de chaque étudiant ayant travaillé sur ce projet qui met en avant la volonté de chacun de voir un lendemain plein d'espoir pour la jeunesse. Les étudiants n'ont pas démerité pour sortir de leur zone de confort, malgré ces temps difficiles. Malgré le fait que les difficultés de certains jeunes soient dépeintes à travers certaines productions, il en ressort un fil d'Ariane qui unit autour de la solidarité : la reconnaissance de l'autre, la compréhension, l'aide et l'entraide. Tous se languissent de la vie d'avant : que l'on soit un jeune en situation de précarité ou non, la crise a touché chacun à sa manière et pèse sur l'envie d'envisager l'avenir. Il n'empêche que, dans l'attente d'un retour à la normale, souvenons-nous qu'un regard, un sourire, un geste peut avoir un impact et embellir la journée de tout un chacun.

L'important est de se tourner vers demain. Si les jeunes semblent à bout, il n'empêche que c'est cette fougue, caractéristique de la jeunesse, qui continue et continuera à les pousser à faire bouger les choses pour un meilleur lendemain. •

WEB +

Retrouvez les productions de l'Alter Médialab Bruxitizen en version multimédia sur le Web : altermedialab.be



Dans la famille Tontchepioc

Bryan, adolescent de 16 ans et aîné de sa fratrie, a complètement changé de rôle au sein de sa famille avec la crise sanitaire. De grand frère, il est devenu l'homme de la maison, aidant sa mère à gérer le foyer durant cette période de pandémie. C'est lui qui nous introduit dans la cellule familiale.

COURT-MÉTRAGE RÉALISÉ PAR CAMILLE BINDELS ET EUGÉNIE NOLET

Dans ce court-métrage, l'on découvre donc un adolescent de 16 ans qui s'occupe de son frère et de ses sœurs, lorsque sa mère est absente. Celle-ci travaille dans une maison de repos et sa charge de travail n'a fait qu'augmenter, en particulier lors du premier confinement. Dès lors, Bryan va chercher les enfants à l'école, les aide pour leurs devoirs et apporte ainsi un énorme soutien à sa mère, en plus de s'occuper de sa propre scolarité.

Dans la famille Tontchepioc, il y a quatre enfants et leur maman. Ils ont déménagé en période de Covid-19, tout en combinant adaptations tant sur le plan du travail pour la maman qu'au niveau de la scolarité des enfants. Le père, ne vivant pas avec la famille, est donc peu présent et la maman, très prise par son travail. Bryan

ne se plaint pas de sa situation, il a fait et fait au mieux pour aider. C'est un adolescent bienveillant, mais qui a dû prendre beaucoup sur lui.

Bryan nous présente également sa petite sœur Jennifer qui a réussi à s'adapter au confinement et aux changements dus au Covid même si elle avoue qu'avec le déménagement, ce n'était pas toujours facile. Elle raconte aussi avec beaucoup d'humour que vivre non-stop avec sa petite sœur de 2 ans, Eliane, assez bruyante, dans un appartement, tout en devant se concentrer pour ses cours, est loin d'être évident.

Lors du tournage (et cela se retrouve dans la vidéo), on s'aperçoit que la famille a dû faire face à de nombreuses difficultés suite aux circonstances du déménagement. Ils n'ont pas de table, les enfants étudient par terre. Ils n'ont

pas de cuisine meublée, pas d'évier, pas de frigo mais bien un balcon pour entreposer les victuailles au frais. Mais cette famille, malgré les difficultés du quotidien, nous transmet aussi beaucoup de positivité, de sourires et d'espoir.

Vous l'aurez compris, la vidéo aborde plusieurs thèmes : un déménagement en période de Covid-19, la difficulté de gérer famille et travail pour un parent travaillant dans les soins de santé, un adolescent qui prend les responsabilités d'un parent en quelques jours, les difficultés scolaires pour les enfants...

Des situations auxquelles beaucoup de foyers se sont malheureusement retrouvés confrontés, mais que la famille Tontchepioc a géré et gère encore avec philosophie et bienveillance. •



© Alter MédiaLab



WEB +

Retrouvez l'intégralité de ce court-métrage sur altermedialab.be

Enseignement au temps du Covid : les jeunes à l'abandon

Depuis des semaines, l'enseignement hybride est de mise pour les élèves du secondaire. Entre distanciel et présentiel, ce dispositif offre certains avantages, mais a aussi surtout beaucoup de défauts. Diverses études ont déjà démontré que ce nouveau cadre entraîne avec lui l'augmentation d'élèves en décrochage scolaire. Charge de travail, manque de matériel pour suivre au mieux les cours en ligne, lien prof-élève qui s'étirole... Les inégalités scolaires auparavant ancrées dans le paysage de l'enseignement belge francophone se confirment encore une fois et les élèves, les plus fragiles, en pâtissent grandement.

PAR ASSIA SMARA

Après plusieurs mois de distanciation physique avec leur environnement scolaire lors du premier confinement, les élèves du secondaire ont depuis septembre pu retrouver les bancs de l'école... Enfin, presque. Les élèves de la deuxième à la sixième secondaire étaient tenus depuis quelques mois de suivre un régime qui les force à conjuguer leur scolarité entre les cours en présentiel pour une partie de la semaine et en distanciel pour l'autre partie. Les jeunes ne sont pas les seuls à être concernés par ces changements, les écoles aussi s'organisent comme elles peuvent, en rencontrant souvent des problèmes d'organisation, un manque de matériel, situation renforçant les inégalités du système scolaire francophone. Cette forme hybride

d'enseignement fait planer beaucoup de doutes et d'incertitudes parmi le corps enseignant, en voyant tant de jeunes dans la nature, et la situation épidémiologique actuelle n'arrange rien à l'affaire...

LE SOS DES FAMILLES

Qui dit cours à la maison, dit aussi des parents qui doivent endosser un nouveau rôle : celui de professeur particulier. « Avant même de parler d'enseignement à distance, le premier confinement a d'abord été marqué par les difficultés rencontrées par les parents eux-mêmes, notamment sur la gestion du temps et de l'espace lorsqu'on doit vivre tous ensemble sous le même toit », souligne Claude Prignon, de la Coalition de parents issus de milieux populaires soutenue par le mouvement

« ChanGement pour l'égalité ». À ses yeux, la situation reste pour le moins chaotique. Dans une étude menée par la Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel (Fapeo), 77,6 % des jeunes du secondaire sollicitent l'aide de leurs parents pour réaliser le travail à domicile.

Le transfert de la charge d'enseignement sur les parents est un sujet qui fâche. Une mère nous confie : « Concernant les travaux scolaires, je n'ai aucune difficulté à m'en occuper, mais je trouve cela simplement honteux ! Non seulement cela crée des inégalités entre enfants, pas tous logés à la même enseigne, mais c'est un transfert inadmissible de la charge d'enseignement. Ici, je supervise, explique et corrige... Me voici institutrice, en plus de toutes mes autres nombreuses casquettes ! » Outre

le manque d'accompagnement, c'est le manque de matériel qui est plus qu'alarmant. Les familles populaires sont d'ailleurs celles qui rencontrent le plus de difficultés dans la gestion du mode distanciel : a-t-on du wi-fi à la maison ? Un ordinateur ou plutôt des ordinateurs au pluriel ? Les logiciels adéquats ? Nombreux sont les géniteurs qui ne sont pas familiers avec l'utilisation d'un PC.

DES ÉCOLES DÉPASSÉES

La marge de manœuvre des établissements de la Fédération Wallonie-Bruxelles est dictée par les circulaires du ministère de l'Enseignement. Celles-ci décrivent notamment la manière dont l'école doit gérer les activités d'apprentissage en lien avec la situation sanitaire. La priorité du premier confinement était d'assurer un lien continu entre famille et école. Pour les élèves du fondamental et du secondaire, l'ordre était d'approfondir la matière déjà vue en classe, ce qui implique la suspension du programme d'enseignement. Le suivi fut alors ficelé au moyen de travaux à remettre. Pour Jean-Luc Nsengiyumva, conseiller auprès du délégué des Droits de l'enfant, cette situation a suscité de nombreuses plaintes de la part de parents, mais aussi d'enseignants. « Il fallait que les élèves continuent à travailler, mais c'était impossible à contrôler. Nous avons observé que certaines écoles ont réussi à gérer au mieux le suivi des enfants ; d'autres, pour ne pas dire la plupart, s'étaient effacées complètement. » Pour la rentrée, puis au fil des mois au gré de la situation sanitaire, les établissements ont énormément souffert pour permettre le retour des élèves dans les classes. Chaque semaine, de nouvelles informations tombaient, parfois contradictoires, compliquant encore plus la donne. En plus des obstacles organisationnels, les écoles ont également

dû faire face à un taux d'absentéisme assez élevé selon les structures. Des absences qui concernent tant les écoliers que le corps enseignant.

Pour Aline, professeure de latin en secondaire, cette situation a creusé les inégalités sociales, « mais il faut aussi accepter qu'on ne sache pas toujours lutter contre cela ». Selon l'enseignante, l'école est peu armée pour se battre

L'enseignement belge francophone est déjà marqué en temps normal par un fossé entre les compétences demandées par l'école et les acquis des élèves. Le confinement n'a fait qu'accentuer ce gouffre.

contre des inégalités qui lui sont externes et contre lesquelles le monde politique lutte parfois peu lui-même. « Le principal en tout cas est de rassurer les parents comme leurs enfants. Ce n'est pas simple tous les jours, mais c'est notre job. »

LE GRAND DILEMME

« Qu'auront réellement appris les enfants durant cette période ? » : c'est la grande question que se posaient tous les enseignants à la rentrée scolaire, comme

Aline, et c'est celle à laquelle ils continuent de songer. L'enseignement belge francophone est déjà marqué en temps normal par un fossé entre les compétences demandées par l'école et les acquis des élèves. Le confinement et ce qu'il a amené avec lui comme méthodes d'apprentissage n'ont fait qu'accentuer ce gouffre.

Un gouffre que la remédiation doit souvent combler. Les écoles de devoirs et de soutien scolaire sont déjà en temps normal submergées face au nombre croissant d'élèves en difficulté, voire en situation de décrochage. Ces structures déplorent, elles aussi, cette situation et les restrictions auxquelles ces services d'action à destination des jeunes sont soumis. « On nous demande d'accueillir seulement deux ou trois élèves par local, c'est de la folie ! Ce n'est pas suffisant pour répondre à une centaine de jeunes qui ont besoin de notre aide », confie Ahmed, coordinateur au Centre de jeunes d'Anderlecht.

S'ils sont nombreux à estimer que l'enseignement hybride n'est pas la meilleure solution sur le long terme, fermer les écoles est la pire des décisions. Des budgets ont été alloués pour permettre aux enfants les plus en difficultés de se remettre sur les rails, mais ces derniers restent largement insuffisants. La solution semble dès lors toute faite : accompagner durablement les enfants au niveau où ils se trouvent actuellement, et en finir avec l'urgence et le bricolage. Cet idéal semble toutefois encore loin à l'horizon en Fédération Wallonie-Bruxelles... •

EN SAVOIR +

Lire l'article d'Alter Échos, « Chagrin d'école », Jassogne P., 17 décembre 2020 alterechos.be

La jeunesse en (dés)espoir

Ils ont 14, 16 et 19 ans. Ils s'appellent Maïté, Guillaume et Yanis. Mais ils pourraient aussi s'appeler Jessica, Youssef ou même Lorent... Ils représentent la « jeunesse corona » : ceux à qui le gouvernement a pris la liberté et l'innocence de l'adolescence pour préserver la santé de tous. Entre obligations scolaires et peur de l'avenir, ils bataillent pour garder la tête hors de l'eau.

PAR ASSIA SMARA

A l'adolescence, la vie sociale est en pleine effervescence et constitue surtout le principal noyau à travers lequel les jeunes s'émancipent et se construisent. Depuis le premier confinement, ils se sont très vite retrouvés livrés à eux-mêmes, avec pour (presque) seule compagnie : une vie scolaire, même à distance. Celle-ci est d'ailleurs très vite devenue source de stress et d'inquiétude. Certains ont perdu « le sens de la vie » et pour nombre d'entre eux la motivation n'est pas au beau fixe. La fermeture récente des établissements scolaires n'aide certainement pas à raviver la flamme de la jeunesse, d'autant plus que le contexte sanitaire, ayant forcé cette décision, ne donne pas beaucoup de raisons d'être optimiste... Beaucoup peinent à gérer leurs études avec des obligations familiales souvent pesantes qui se sont ajoutées, depuis que les élèves passent beaucoup de temps chez eux. Et la réalité les rattrape : un grand fossé se creuse entre les jeunes.

« L'IMPRESSION QU'ON NE SERT À RIEN »
Maïté a 14 ans et est élève dans un collège à Namur. Pendant le confinement, elle était très stressée. Ses parents travaillent à l'hôpital et elle ne les voit quasiment plus. « C'est moi qui m'occupais de la maison et c'était dur pour moi. Je suis la plus grande, donc il fallait aussi surveiller mes frères et sœurs. » Une vraie galère pour cette jeune fille.
Quant à l'école, c'est comme si l'école n'existait plus. « On n'avait aucune nouvelle, sauf de temps en temps, quelques devoirs nous étaient envoyés. Sinon, rien, et surtout il n'y avait aucun moyen de contacter les profs, rien du tout. » C'était la débrouille totale, et Maïté admet avoir un peu abandonné. « Puis imaginez devoir partager un seul ordi pour toute la famille, c'est impossible. Même mes frères qui sont en primaire avaient plus de visioconférences que moi ! Aujourd'hui ça va un peu mieux, même si mes notes ont quand même chuté. »

Encore aujourd'hui, un an après le début de la pandémie, les jours où Maïté se retrouve à la maison, elle arrive rarement à assister aux cours en ligne. « Je me pose dès lors beaucoup de questions sur ma scolarité et il m'arrive souvent d'avoir le cafard. On a l'impression qu'on ne sert à rien. »

« JE N'AI RIEN FAIT »
Pour d'autres, continuer à faire des efforts n'est même plus une option, tant les jeunes sont à bout. C'est le cas de Guillaume, 16 ans, élève en 4^e secondaire. « Je ne vois pas pourquoi on doit continuer à s'investir, alors qu'on est complètement mis sur le côté. Les études, c'est bien, mais la santé mentale, c'est mieux. Du jour au lendemain, on ne peut plus vivre et faire comme on veut. Je ne voyais personne, j'étais perdu, mais, en même temps, je ne faisais rien de mes journées. Pour l'école, c'est très simple, je n'ai rien fait. »

Avant les dernières mesures, Guillaume allait encore trois jours à l'école par semaine. « Mais quand je suis à la

maison, pour moi, c'est les vacances et je perds le rythme. » De plus, tout le monde n'est pas équipé des mêmes outils pour continuer à s'en sortir. « Je viens seulement d'avoir l'aide du CPAS pour pouvoir m'acheter un ordi et suivre en ligne les cours quand il le faut. » Avant ce soutien matériel, Guillaume n'envoyait aucun devoir. « Je pense que même mon école n'avait pas mon adresse mail et elle ne me l'a jamais demandée. » Pourtant, l'état mental des jeunes devient inquiétant et peu d'initiatives semblent mises en place pour les accompagner psychologiquement. Comme si, pour le plus grand nombre, tout roulait comme sur des roulettes.

UNE GÉNÉRATION PERDUE ?

« Je dois avouer que c'est une situation qui n'est pas facile à vivre tous les jours, mais quel autre choix a-t-on ? », témoigne Yanis, 19 ans. Pour le jeune homme, ça baigne, et il admet qu'il n'a pas trop à se plaindre pour le moment. « Ça tombait même bien pour moi qu'on n'ait pas eu à passer le certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS) », plaisante-t-il.

Malgré cela, Yanis se demande souvent ce que lui et sa génération vont « valoir plus tard ». « J'ai un peu l'impression de devenir bête, l'impression que je n'apprends plus grand-chose. » Quand il compare sa situation avec ses proches, Yanis trouve que son école était quand même beaucoup derrière lui, parfois même trop. « Très vite les profs ont adapté leur enseignement. On avait même des contrôles en ligne. Par contre, pour d'autres copains, certains se demandaient s'ils étaient toujours scolarisés ! D'autres n'avaient même pas d'endroit pour travailler correctement, alors qu'ils en avaient l'envie. »

L'AVENIR EN SUSPENS

Face à cet enseignement à distance et aux différences qu'il impose parmi les

jeunes, le rôle des parents est devenu fondamental pour soutenir au mieux les jeunes. Christine, mère au foyer, a dû s'adapter à cette situation, en constatant que ses deux enfants font face à cette crise de manière bien opposée. « Certains enfants n'ont pas vrai-

« À l'école, nous peinons encore beaucoup pour récupérer tous les élèves qui sont sur le point de quitter le navire. Les enseignants ne sont malheureusement pas les seuls décideurs, ce qui peut expliquer pourquoi certains établissements fonctionnent mieux que d'autres. »

M. VERBAST, PROFESSEUR DE FRANÇAIS DU 3^e DEGRÉ

ment besoin de cadre pour avancer, ils arrivent à se construire seuls. D'autres, en revanche, ont du mal à se discipliner si personne n'est derrière eux. Ajoutez à cela le manque de contact social et vous

arrivez très vite à ce que je qualifierai de surmenage. On en demande beaucoup à des individus qui n'ont pas encore toutes les clés pour tenir mentalement. »

À l'avenir, il faut espérer que la situation se stabilise d'elle-même, une fois que les enfants seront habitués aux nouvelles façons de vivre ce quotidien sanitaire. Cet horizon semble encore toutefois très loin, tant les jeunes sont mis sous pression, avec des mesures qui les empêchent de pouvoir vivre sereinement leur éducation. La récente fermeture des écoles, la deuxième en un an, laisse les jeunes baigner dans un flot d'incertitudes. M. Verbast, professeur de français du 3^e degré, reste optimiste : « Les élèves continueront d'avoir besoin de nous. Je pense surtout qu'il faut mettre en place des dispositifs qui les aideront à reprendre foi en eux-mêmes et en l'humanité, en général. » Le professeur est lui-même père de trois enfants. Il constate que la principale source d'inquiétude des jeunes concerne leur avenir. « Il ne faut pas oublier que ce sont eux qui le construisent. À l'école, nous peinons encore beaucoup pour récupérer tous les élèves qui sont sur le point de quitter le navire. Les enseignants ne sont malheureusement pas les seuls décideurs, ce qui peut expliquer pourquoi certains établissements fonctionnent mieux que d'autres. »

Face à tant d'inconnues, d'inégalités, mais aussi d'indifférence de la part des autorités, il ne reste aux jeunes que leur courage pour trouver l'espoir d'un avenir plus sûr, en souhaitant qu'il soit imminent... •

EN SAVOIR +

Lire l'article d'Alter Échos, « Coulez jeunesse », Van Reeth C., 28 janvier 2021 alterechos.be



Photos © Alter Médialab

Solidarité entre jeunes, dans le quartier de Cureghem

Ce reportage témoigne des élans de solidarité qui se sont manifestés au cours de la crise sanitaire et durant les confinements. Il a été réalisé au Centre de jeunes d'Anderlecht, actif au cœur d'un quartier multiculturel et assez défavorisé de cette commune bruxelloise.

UN PHOTOREPORTAGE RÉALISÉ PAR KIARA FIORITO ET AYA REGHIF

Nous avons rencontré l'équipe du Centre de jeunes d'Anderlecht (CDJ) à plusieurs reprises au début du second confinement. Une première fois, lors des vacances de Toussaint, un mercredi en début d'après-midi. Quand nous sommes arrivées sur place, on nous a présenté l'équipe (dont Bilal). Les premiers jeunes sont déjà présents et prêts à se diriger vers la Grand-Place pour une activité extérieure. On nous informe de la situation de ces jeunes qui est pour la majorité compliquée. Nombre d'entre eux vivent dans de petits

appartements et sont confinés dans des conditions difficiles (manque de place, pas d'internet pour suivre les cours).

Afin de leur faciliter la vie en temps de confinement, le CDJ propose toute une série d'activités et de services, comme des activités ludiques à l'extérieur, un accès à internet pour le suivi des cours, du soutien scolaire (pour petits et grands)... Durant les moments que nous avons passés au CDJ, nous avons été les témoins d'interactions touchantes et d'une entraide entre les jeunes. •



Le CDJ propose également des activités plus studieuses. Des locaux ainsi qu'une connexion wi-fi satisfaisante et des ordinateurs portables sont mis à la disposition des adolescents de la commune d'Anderlecht qui en auraient besoin ou qui souhaiteraient tout simplement étudier en compagnie d'autres jeunes. Ils peuvent également profiter d'un soutien scolaire, s'entraider ou recevoir de l'aide d'un animateur du Centre. Les élèves du primaire peuvent également bénéficier de cette option.

Bilal (p. 12) a fait le choix, juste après avoir obtenu son diplôme de secondaire, d'exercer le métier d'animateur à temps plein, à l'endroit même où il a passé toute son enfance. C'était pour lui une évidence que de travailler au CDJ et il est très heureux de son choix. Il a rejoint l'équipe en pleine pandémie et c'est dans des conditions très particulières qu'il a débuté. Il est familier des mises en place du CDJ par rapport au Covid, c'est-à-dire les gestes barrières, le port du masque, la désinfection des locaux...



Après avoir passé trois après-midi (tous différents les uns des autres) au CDJ d'Anderlecht, nous avons été touchées par ce dont nous avons été témoins. Nous avons quelques craintes, avant de démarrer, notamment celle de ne pouvoir s'intégrer et de rester finalement à l'écart du groupe. En réalité, ce ne fut pas le cas : nous avons été accueillies et nous sommes fières d'avoir pu capturer ces moments.



Dans les quartiers de Bruxelles, les jeunes sont nombreux à vivre dans de petits appartements. Manque de place, besoin de se dégourdir les jambes... : sur la Grand-Place de Bruxelles et aux alentours, les animateurs du CDJ avaient prévu l'organisation d'un jeu de piste géant pour les plus petits. Ce type d'activité ludique est proposé par le CDJ pour permettre aux enfants de sortir un peu de chez eux, de respirer et de se dépenser. Les enfants étaient d'ailleurs fous de joie et couraient partout.



Quand les opportunités et les perspectives s'évaporent

Une génération qui se dit « oubliée », une jeunesse qui se voit comme « sacrifiée » ou encore « délaissée » : avec des emplois, étudiants ou non, qui se perdent ou qui se font rares, c'est ce que vivent et ressentent bien des jeunes touchés par une crise sociale et économique qui pourrait s'avérer sans précédent, depuis la crise de 1929. C'est en tout cas un avenir incertain, semé de multiples incertitudes, qui s'offre à eux, avec pour préoccupation première, l'insertion au monde du travail.

PAR SOUMAYA BOUAZZA

Depuis le début de la crise sanitaire, il a été démontré que la population dite « jeune » a la particularité d'être moins touchée, médicalement parlant, par la ténacité du virus Covid-19. Une réalité qui ne l'immunisera pourtant pas contre une crise économique de grande envergure.

« C'est dur de se dire que, du jour au lendemain, tout s'arrête, que le monde entier se met à fonctionner au ralenti et différemment, que ce qu'on pensait acquis devient incertain. Mais, surtout, c'est compliqué de réaliser qu'on sera les premières victimes, sans doute pas de la crise sanitaire, mais d'une crise économique encore plus forte que celle de 2008 », constate Ryan, 21 ans, étudiant en deuxième année d'un bachelier en commerce et développement, à la Haute École Francisco Ferrer.

COMMENT FAIRE FACE AUX DÉPENSES ?

Ryan fait partie de ces 78,67 % d'étudiants de hautes écoles, recensés

« C'est compliqué de réaliser qu'on sera les premières victimes, sans doute pas de la crise sanitaire, mais d'une crise économique encore plus forte que celle de 2008. »

RYAN, ÉTUDIANT EN HAUTE ÉCOLE

par l'enquête de la Fédération des étudiants francophones (FEF), ayant perdu leur job étudiant durant la première vague du virus Covid-19. Une activité professionnelle qu'il n'a malheureusement pas pu reprendre, car l'établissement de restauration

pour lequel il travaillait a dû revoir ses besoins en personnel à la baisse après le premier confinement et se défaire d'une partie de sa main-d'œuvre pour pouvoir s'en sortir. C'est ce dont témoigne Ryan : « Je peux comprendre mes patrons : ils ont dû faire des choix pour pouvoir essayer de garder la tête hors de l'eau. Mais, après, ce n'est pas facile à encaisser, parce que mon job me permettait d'être indépendant financièrement et de ne plus dépendre de mes parents. Je subvenais à mes besoins, sans jamais rien demander à personne, tout en continuant à aller en cours. Là il faut commencer à penser à ce que je dois sacrifier pour m'en sortir. »

Des rentrées d'argent qui se font rares, des économies qui s'amenuisent, mais des obligations financières qui, elles, continuent à persister et auxquelles les jeunes doivent faire face. Sofia est étudiante en première année d'assistante sociale à l'Institut supérieur de formation sociale et de communication (ISFSC). Elle explique :

« On ne vit plus comme avant, ça, c'est sûr. Notre vie de jeunes entre grands guillemets a été chamboulée, limite mise en pause. Jusqu'à quand ? Je ne sais pas. Nos sorties sont limitées pour, d'un côté, respecter les règles sanitaires qui, sans mentir, commencent à être dures à vivre. Mais aussi parce que, financièrement, ça devient difficile, surtout quand je sais que je dois vivre de mes économies et choisir à quel moment dépenser ce qui me reste. » Il faut désormais apprendre à vivre avec cette réalité et commencer à appréhender la vie autrement. Se dire que, désormais, les sacrifices et les concessions vont faire partie du quotidien, de l'arrêt d'un abonnement « Netflix/Amazon Prime » à celui d'un simple abonnement téléphonique.

DES DÉBUTS PROFESSIONNELS COMPLIQUÉS

Pour Léna, jeune diplômée d'un bachelier en comptabilité en 2019, la réalité est encore différente. Son bachelier en poche depuis un an maintenant, les petits boulots en l'attente d'un poste souhaité en entreprise, elle connaissait, jusqu'à ce qu'arrive cette décision du premier confinement. « Ça a vraiment fait un choc de se dire que ça y est, nous y sommes, on ferme tout. De grands secteurs ont fermé leurs portes et indirectement la demande de main-d'œuvre s'est évaporée. Aujourd'hui on peut facilement observer que, malgré la réouverture de certains de ces secteurs, les opportunités professionnelles se font rares, car il y a moins d'offres qu'avant. Je savais que trouver un job n'allait pas être simple, une fois mes études finies. Mais là, ça s'annonce mission impossible », nous confie Léna.

Tout juste diplômée d'un bachelier en relations publiques à l'EPFC durant cette pandémie, Alice, elle aussi, se voit contrainte de revoir tous ses plans. « Vers la fin du deuxième quadri, je sentais que ça allait être compliqué de trouver quelque chose en septembre.

C'était illusoire de penser que je pourrais trouver une place dans le domaine de l'événementiel, avec tout ce qui se passe actuellement. Alors, à la place de postuler pour tout et pour rien, j'ai décidé de considérer cette année comme "sabbatique" pour parfaire mes langues et voir ce que l'avenir me réserve. »

Les jeunes diplômés qui arrivent sur le marché de travail seront les premiers impactés par les conséquences économiques de cette crise sanitaire de grande envergure, notamment par le manque de postes à pourvoir. Malgré cette crise à multiveaux, les réflexes sont toujours les mêmes : aller à la recherche d'un job étudiant ou d'une offre d'emploi sur de nombreux sites. Avec, pour objectif premier, envoyer le plus de CV possible. Une opération qui se répète quotidiennement, en espérant pouvoir trouver une petite annonce correspondant à leurs critères. Un effort sans résultat pour bon nombre d'entre eux, car, s'ils ont des nouvelles, c'est pour leur annoncer une fin de non-recevoir. Comme le déplore Léna, « on doit faire face à des "réponses toutes faites" qui nous expliquent qu'avec ce qui se passe, les employeurs se trouvent dans l'incapacité de donner suite à notre candidature. »

UNE GÉNÉRATION SACRIFIÉE ?

Pour Ryan, les refus catégoriques s'enchaînent et l'espoir diminue de jour en jour. « Comment puis-je rester calme face à ça ? On te dit "non" sans détour et tu vois tes économies diminuer chaque jour. En plus d'avoir l'impression d'être privé de ma jeunesse, je dois faire face à une incertitude professionnelle. Je galère déjà pour un job étudiant, mais ça va être quoi quand je serai à la recherche de mon premier emploi après mes études ? J'ai l'impression qu'on m'annonce déjà la couleur pour l'avenir. »

Des termes forts sont utilisés pour qualifier leur ressenti : « Au début, je pensais que ceux qui nous qualifiaient de

« génération sacrifiée » exagéraient. Mais non, en fait, ils n'ont pas tort, car en plus de sacrifier une partie de notre jeunesse, certes pour le bien de tous, on est les premières victimes oubliées de notre gouvernement, déplore Sofia. On pense qu'on

« On pense qu'on survivra à ce virus, mais qui peut nous assurer que nos futurs employés sortiront vivants de cette crise économique ? On mérite tous un "happy ending" après ce virus, mais peut-on réellement l'imaginer avec ce que nous réserve l'avenir ? »

SOFIA, ÉTUDIANTE À L'ISFSC

survivra à ce virus, mais qui peut nous assurer que nos futurs employés sortiront vivants de cette crise économique ? On mérite tous un "happy ending" après ce virus, mais peut-on réellement l'imaginer avec ce que nous réserve l'avenir ? »

Entre crise sociale et économique, l'horizon professionnel actuel leur semble nébuleux, parsemé de doutes et d'embûches. Et cela pour une grande partie de la jeunesse belge qui se sent délaissée par les décisions du gouvernement. •

Une pandémie meurtrière pour l'emploi des jeunes

La crise sanitaire qui perdure plonge une partie de la jeunesse belge dans l'incertitude et la précarité. Jobs étudiants en voie de disparition, insertion professionnelle de plus en plus incertaine, pouvoir d'achat en berne, stages annulés ou reportés... : les conséquences économiques et sociales de l'épidémie sont innombrables et appellent à une réaction rapide des gouvernements. Ce qui n'a pas toujours été le cas pour les jeunes.

PAR SOUMAYA BOUAZZA

Frappée de plein fouet par les conséquences de la pandémie, la jeunesse doit faire face. Elle est confrontée à la disparition de toute vie sociale, aux répercussions psychologiques du confinement, à des difficultés financières et une précarité grandissantes. Et ce, notamment en raison de la fermeture de secteurs d'activités comme l'horeca et l'événementiel, grands pourvoyeurs d'emploi pour les jeunes, étudiants ou non.

QUELQUES CHIFFRES...

Les jeunes, qualifiés de population «fragilisée», sont, selon la Région de Bruxelles-Capitale, les premières victimes sociales de la crise sanitaire. En effet, une hausse importante du chômage est constatée, avec pour catégorie d'âge la plus touchée, les jeunes de moins de 25 ans. Cette réalité économique délétère est particulièrement observable en Région bruxelloise où 9.353 des moins de 25 ans étaient au chômage vers la fin du mois de février

2021, soit une augmentation de 7,6 % par rapport à l'an dernier, à la même période.

Une hausse importante du chômage est constatée, avec pour catégorie d'âge la plus touchée, les jeunes de moins de 25 ans.

Ces jeunes, nouvellement demandeurs d'emploi, viennent s'ajouter aux autres catégories de chômeurs ayant plus d'expérience. «À Bruxelles, le chômage des jeunes a déjà augmenté

par rapport à il y a un an. Et ce n'est que le tout début. Il y a deux phénomènes. D'abord, il n'y a pas assez d'emplois. Ensuite, ces jeunes qui sont sans expérience sont mis en concurrence avec des personnes récemment licenciées, parce qu'il y a malheureusement d'autres licenciements. Il y a des chercheurs d'emploi ou des chercheuses d'emploi expérimentés, proches de l'emploi, qui entrent en concurrence directe avec d'autres qui le sont moins», confiait à la RTBF Grégor Chapelle, directeur général d'Actiris.

Selon lui, le chômage des jeunes fraîchement diplômés serait en hausse, atteignant les 41 %, pourcentage qui s'expliquerait par le fait que ceux-ci ne réussissent pas à décrocher immédiatement un premier emploi. En février, seulement 3.095 nouvelles offres d'emploi ont été proposées à Actiris, ce qui représenterait une baisse importante de 10,1 %, lorsqu'on compare à la même période, l'an dernier.

ET LE GOUVERNEMENT DANS TOUT ÇA ?

Malgré la mise à disposition d'aides financières par les services d'aide sociale des différentes universités et hautes écoles du pays, de nombreux étudiants jobistes se trouvent dans une situation de précarité importante, notamment à la suite de la perte de plus de 90.000 jobs durant cette crise sanitaire. «On a voulu mettre un focus sur l'aide à ce public, avec une enveloppe de 30 millions d'euros via nos CPAS. Pour faire en sorte que l'on puisse venir en soutien à ces publics particulièrement précarisés», nous disait le ministre fédéral socialiste de l'Économie et du Travail, Pierre-Yves Dermagne, lors du conseil de sécurité du 12 février 2021.

Concrètement, seulement 24 des 30 millions d'euros annoncés seront alloués par le gouvernement fédéral aux CPAS pour leur permettre de rendre effectif le plan «Zoom 18/25» dès le premier avril 2021. Il s'agit d'un plan d'aide qui s'adresse aux jeunes dans le besoin, âgés de 18 à 25 ans, ayant le profil d'étudiant ou non. Octroyées au cas par cas par l'ensemble des CPAS du pays, les sommes pourront être ponctuelles (paiement d'un abonnement internet, d'un loyer, d'une facture...) ou plus structurelles. Les éventuels bénéficiaires de cette aide devront répondre à certaines conditions, telles que ne pas bénéficier d'une éventuelle aide parentale ou ne pas percevoir de revenus considérés comme suffisants. Ces aides permettront de soutenir de nombreux jeunes en détresse économique.

Sur le plan de l'emploi, le gouvernement bruxellois a quant à lui mis en place depuis le 1^{er} janvier 2021 une prime d'aide, «Phoenix.brussels», pour pouvoir relancer l'emploi et permettre l'insertion professionnelle. Les employeurs de divers secteurs privés ou publics pourront ainsi toucher une aide financière mensuelle allant de

500 à 800 euros lors de l'engagement d'un jeune. Le dispositif vise les personnes nouvellement inscrites chez Actiris et/ou celles ayant perdu leur emploi durant la crise sanitaire, et les montants varient selon le profil engagé. Cette aide à l'emploi sera valable uniquement durant l'année 2021, pour des contrats signés entre le 1/1/21 et le 31/12/21.

Seulement 24 des 30 millions d'euros annoncés seront alloués par le gouvernement fédéral aux CPAS pour leur permettre de rendre effectif le plan «Zoom 18/25» dès le premier avril 2021.

QUID DE NOS VOISINS FRANÇAIS ?

Contrairement à la Belgique, la France s'est concrètement lancée dès le mois d'octobre 2020 dans la mise en place d'aides et d'investissements visant la jeunesse. Lors de son allocution du 26 novembre dernier, le Premier ministre français Jean Castex a annoncé une enveloppe de 50 millions d'euros

pour la création de 20.000 jobs étudiants supplémentaires. En plus de cette création de nouveaux emplois, le gouvernement français a doublé le budget de l'aide d'urgence pour les étudiants en situation de précarité, soit un budget de 56 millions d'euros permettant ainsi d'aider 45.000 étudiants en plus dans les mois à venir.

Pour les jeunes déjà présents sur le marché du travail, le gouvernement français s'est engagé à renforcer le plan «1 jeune, 1 solution», décision qui permettra de soutenir les jeunes dans leur insertion professionnelle. Le nombre de bénéficiaires sera revu à la hausse, voire doublé, et quelque 200.000 jeunes pourront ainsi être aidés. Une aide sera aussi mise en place pour les jeunes diplômés, qui permettra d'aider ces derniers à trouver leur premier emploi. Ce dispositif visera à aider chacun d'entre eux via Pôle emploi, avec un soutien financier durant leurs recherches allant jusqu'à 500 euros par mois et par personne.

Malgré les mesures prises, la crise économique due au Covid n'épargnera personne et encore moins la jeunesse, déjà en première ligne, qui voit ses perspectives professionnelles s'éloigner au fil des mois. L'insertion professionnelle s'annonce bien plus compliquée que prévu pour ces premières jeunes victimes sociales de cette crise sans précédent, et ce, malgré les aides de l'État décidées fort tardivement chez nous et sans doute insuffisantes. •

EN SAVOIR +

Lire l'article d'Alter Échos, «La plainte des jeunes travailleurs perdus», Winkler J., 01 avril 2021 alterechos.be



« Les oubliés du confinement »

7 mars 2020, le journal nous annonce des milliers de morts du Covid-19 en seulement 24 heures. Les écoles, les restaurants et les bars fermaient. Le télétravail s'installait. La vie sociale n'était qu'un lointain souvenir.

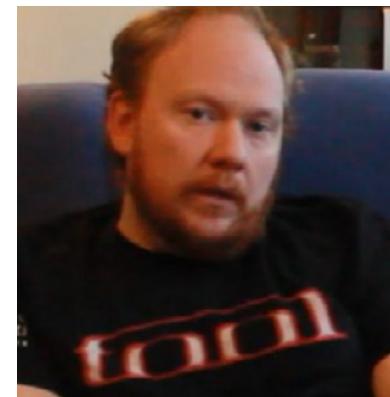
UN COURT MÉTRAGE RÉALISÉ PAR BENOÎT MANIRIHO ET JEAN WALTER RAMA

Nous n'étions pas conscients de la gravité de la situation, les autorités étaient complètement dépassées par les événements. L'avenir s'annonçait sombre pour nous tous. En regardant le journal de 19 h 30, comment pouvions-nous détourner le regard des malades qui mouraient par milliers, des villes entières qui étaient décimées par cette nouvelle maladie? Nos applaudissements de 20 h étaient une once de positivité dans cet amas de chaos. Le personnel médical travaillait à l'épuisement. Pour nous les plus jeunes, la peur nous guettait à chaque annonce au journal du soir. Nous apprenions que notre immunité n'était qu'un fantasme, nous pouvions aussi succomber au Covid-19.

Comment cela était-il possible? Pour une fois, deux générations allaient vivre ensemble une première. Cette première allait durer une éternité. Le mode d'emploi était inconnu et les plus astucieux commençaient à y travailler. Nous avons essayé de nous adapter, de nous habituer à cette nouvelle vie. Nous devons apprendre à cohabiter. Nous devons apprendre à nous discipliner et à étudier. Nous devons nous habituer au télétravail. Via les réseaux sociaux, nous élargissions nos cercles d'amis. Nous essayions de renforcer les liens familiaux. Ce temps de «retour à soi» nous a ouvert les yeux sur nos talents cachés. Pour ne pas sombrer dans la solitude, nous vivions tout cela comme une expérience, notre première fois. Malgré nos premières semaines d'adaptation. Cette période devenait longue, l'insécurité se répandait et grignotait chaque parcelle de positivité que nous protégions jalousement. Nous pensions que tout ce micmac était d'une durée limitée, mais, à

chaque journal du soir, la chance de voir le bout du tunnel rétrécissait. Certains commençaient à s'autoproclamer experts du coronavirus. L'épiciériste du coin pouvait te convaincre que le masque était inutile dans sa boutique, car il y faisait suffisamment chaud. Les politiciens prenaient leurs décisions sur des coups de pression, ce qui donnait des décisions assez contradictoires. Les économistes nous annonçaient une crise économique pire que celle après la Seconde Guerre mondiale, cela donnait froid dans le dos. Plusieurs personnes allaient perdre leurs commerces, leurs raisons de vivre, car le virus ne s'attaquait pas seulement à nos voies respiratoires, mais il s'attaquait aussi à nos finances et à notre état psychologique. Dans notre confort familial loin de la capitale, on ne se doutait pas de ce qui se passait à Bruxelles. J'ai vite déchanté quand j'ai vu, au journal, des jeunes de mon âge placés dans un centre d'accueil, qui ne pouvaient pas durant des semaines recevoir la visite

de leur famille. Cette dure réalité m'a heurté, mais à ce moment-là je ne pouvais rien faire. Notre film nous a permis de parler d'un sujet qui avait été éraflé durant le confinement. Le but du film est de donner la parole aux éducateurs pour qu'ils nous racontent leur vécu et le vécu des enfants dont ils s'occupaient. Jusqu'au bout nous avons voulu garder l'authenticité de leurs récits. Mais quelques minutes ne peuvent effacer l'oubli dont ont fait les frais les éducateurs et les enfants placés dans les centres d'accueil. Néanmoins, quelques minutes de ce film peuvent donner un coup de projecteur sur ces oubliés du confinement.



«Je m'appelle Yannick Becq, je suis éducateur au service résidentiel général (SRG) "Victor Rossel" à la Cité joyeuse à Molenbeek-Saint-Jean depuis 2012.

Nous accueillons une trentaine d'enfants et ados âgés de 3 à 18 ans, placés dans notre institution soit par décision du SPJ (Service de protection de la jeunesse), soit à la suite d'un accord entre les parents et le SAJ (Service d'aide à la jeunesse).

L'institution dépend de l'Aide à la jeunesse et est par conséquent subsidiée par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

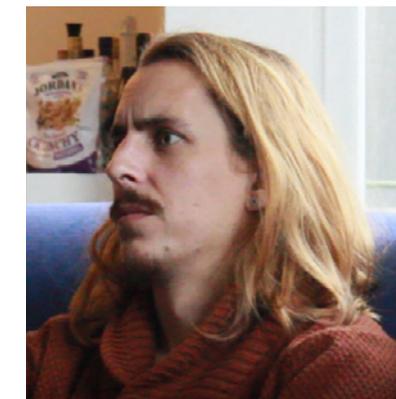
Durant le premier confinement, comme les écoles étaient fermées, nous avons renvoyé chez eux les enfants que nous

n'estimions pas être en danger dans leur famille, avec bien entendu l'accord de leurs juges respectifs. Entre 10 et 15 enfants sont donc restés dans l'institution non-stop durant toute cette période, ne voyant plus leurs parents et ne pouvant plus aller à leurs rendez-vous thérapeutiques.

Nous, éducatrices et éducateurs, nous nous sommes relayés durant 12 semaines par périodes de quatre jours de travail non-stop (par exemple : du lundi 8 h au jeudi 22 h) avec à chaque fois une semaine de récupération entre ces tournantes.

Cela a été difficile pour les enfants, qui ne côtoyaient plus personne en dehors de l'institution, mais aussi pour le personnel, tant il faut rester vigilant durant quatre jours entiers vu que nous passons nos nuits dans l'institution.

Il a surtout fallu gérer le stress des enfants, mais aussi celui des adultes, car les informations et les directives émanant de notre pouvoir subsidiant n'étaient pas très claires et le matériel était peu présent (plusieurs semaines pour avoir un thermomètre électronique, masques confectionnés par ma propre mère pour le personnel...)



«Je m'appelle Colin-Châtellier Yann. Je suis éducateur spécialisé dans l'accompagnement psychoéducatif (spécialité en santé et handicap mental). L'institution est un service résidentiel spécialisé (SRS).

Il accueille des adolescent-e-s de 14 à 18 ans qui répondent majoritairement aux mesures du SPJ (Service de protection de la jeunesse) et minoritairement du SAJ (Service d'aide à la jeunesse).

Ils arrivent généralement chez nous avec un parcours institutionnel déjà long et ayant vécu en famille des négligences (physiques/psychiques) et maltraitances (physiques/psychiques/sexuelles).

Notre objectif est d'accompagner les jeunes dans leur développement personnel et leur reconstruction (émotionnelle entre autres) afin de les préparer au mieux à leur vie d'adulte.

La politique de "non-renvoi" propre à notre institution permet de casser le cycle rejet/abandon chez nos jeunes déjà abîmés par leurs relations de découvrir d'autres stratégies, d'autres comportements...

Pendant le confinement, la situation était compliquée, car l'enfermement et la promiscuité constante des jeunes sont un terrain propice pour les conflits. Peu de possibilités pour nos jeunes d'éviter le conflit au sein de la maison. La rigidité des règles liées au confinement était dure à respecter pour nos jeunes et il était difficile pour eux de prendre conscience de la gravité d'une pandémie. Malgré des ateliers et une sensibilisation dans le quotidien, il leur aura fallu du temps pour réellement comprendre les enjeux et leurs nouvelles responsabilités.

Les rendez-vous avec les juges et avocats ou encore psychiatres ont été souvent repoussés, annulés... Ce qui a rendu le climat plus anxiogène. L'impossibilité de se projeter dans leur projet scolaire ou d'autonomie a mis à mal la réalisation de ceux-ci.» •

WEB +

Retrouvez l'intégralité de ce court-métrage sur altermedialab.be



Photos : © Alter Médialab

Inégalités à la maison des enfants « Le Compas »

Les enfants et les jeunes n'attendent que de vivre des découvertes dans tous les éléments de leur quotidien. Mais il va sans dire que, dès le plus jeune âge, les inégalités se profilent. Certains vivent avec un jardin, d'autres ont à peine un balcon. Certains ont des activités après les cours, d'autres ont besoin de soutien scolaire. Mais, depuis l'épidémie de Covid-19, le fossé s'est drastiquement creusé entre les milieux.

UN PHOTOREPORTAGE RÉALISÉ PAR SARA IBORRA

Hayat, responsable de la maison des enfants « Le Compas » à Anderlecht, a tout fait pour maintenir un service à disposition, tant pour les parents que pour les enfants. Tout un travail d'organisation pour trouver des solutions, afin de redonner une bouffée d'air à ceux qui n'y avaient pas accès durant le confinement. Mais une mobilisation qui peut provoquer comme une suffocation dans le chef de ceux qui y travaillent. Pas de réglementation claire, des idées et des suggestions, mais peu de subsides pour les faire aboutir. Des besoins clairs, mais des consignes floues. Ce reportage est une occasion de se plonger dans une réalité de débrouillardise, malgré les obstacles.

« SOUTENIR SANS ÊTRE SOUTENU », HAYAT, ANIMATRICE EN CHEF

Hayat nous relate ce que cela peut provoquer de soutenir sans être soutenu. Les disparités que l'on

remarque créent des besoins différents. Mais comment répondre à ces besoins? Quand se met-on en danger par rapport à la menace épidémique? Est-ce grave de fermer les yeux sur certaines transgressions lorsque l'on mesure le bien-être qu'elles procurent? C'est un dilemme constant auquel les éducateurs doivent faire face et qui, en fin de compte, représente une véritable charge mentale pour eux. « Pendant le confinement, on n'allait pas les lâcher », nous dit Hayat. Au sein de cette maison des enfants, tout a été mis en place pour répondre tant à des besoins matériels qu'à des besoins davantage liés au moral, comme l'accès au jardin ou le besoin de contacts via des défis en vidéo.

Les enfants sont attachés à une série d'éléments physiques : la vue d'un visage complet, un sourire, des câlins réconfortants, les explosions de joie. Les distanciations sociales sont respectées au maximum, mais « *ce n'est pas toujours évident de dire non* », nous explique Hayat. •





Les moments de complicité sont uniques, surtout quand on sait ce que les animateurs apportent aux enfants. Et pourtant les animateurs sont en constante hésitation entre les besoins des enfants et le respect des règles Covid. Ici on témoigne d'un moment de rapprochement lors de la pause de midi autour d'une vidéo de foot, où l'animateur prend le rôle d'un grand frère lors d'un instant privilégié.

Les enfants sont exposés à tant d'informations plus ou moins claires sur le Covid qu'on remarque qu'ils s'imposent mutuellement les consignes sanitaires. Conscience de la menace ? Bienveillance ? Obligation de pouvoir continuer à profiter des activités ? Quel que soit le motif, ils collaborent à leur manière.



Passer d'un isolement complet lors d'un confinement à une resocialisation partielle ne doit pas être facile pour un enfant. Dans le cas présent, certains aiment mieux un combat d'OXO en duo plutôt qu'une activité de groupe. On le voit, la demande auprès des animateurs n'est plus la même : il ne s'agit plus de veiller à l'animation en soin, mais bien au bien-être individuel au sein du groupe et d'avoir les moyens et le personnel pour répondre à cette demande.



Les espaces verts où l'on est libre de jouer, de courir sont relativement rares dans le quartier de Cureghem. Le jardin que la maison des enfants « Le Compas » met à la disposition des enfants est une bouffée d'air frais pour ceux-ci, un moment exceptionnel, une opportunité. Un enfant explique que le parc où il va souvent quand il ne peut pas aller au Compas s'appelle la place Clemenceau. Une place où il n'y a pas d'arbres, de verdure, juste un terrain de basket et quelques infrastructures de sport. •

Batailler pour son logement durant la crise sanitaire

Avec les confinements successifs, nombreux sont les étudiants qui se sont retrouvés sans emploi et donc sans ressources pour payer leur logement.

Une situation qu'a connue Shadi, un jeune étudiant bruxellois qui a partagé avec nous les différentes étapes traversées pendant la crise à propos de son logement.

PAR JESSICA ANANIASW

Shadi Ellaffet est un jeune étudiant bruxellois âgé de 26 ans. Dans un premier temps, il a tenté la médecine pendant deux ans en France. «Ayant malheureusement échoué, j'ai décidé de venir tenter ma chance et faire kiné en Belgique... C'était en 2016. J'ai fini par entreprendre un bachelier en sciences de la motricité, module général à l'ULB, et il me manque encore deux ans pour être diplômé.»

LÀ OÙ L'ARGENT RÉSIDE

Si le choix des études s'est révélé porteur, celui du logement fut plus problématique, notamment en raison de son coût qui l'a très vite mis au pied du mur. Venant d'une famille modeste, il ne pouvait pas vraiment

compter sur sa mère pour lui envoyer de l'argent. Il a donc dû trouver des solutions seul. «Le loyer s'élève à 530 euros, ce qui est énorme. Cela a été très difficile pour moi les premières années, car je n'avais pas pu obtenir de bourse. Je me suis donc débrouillé et j'ai fait énormément de petits boulots par-ci par-là.»

C'est heureusement une situation qui n'a pas duré car il a finalement trouvé un job les week-ends en boîte de nuit, où il était payé suffisamment pour payer son loyer et avoir encore assez d'argent pour vivre. Pendant deux ans, il a pu garder son logement sans avoir trop de problèmes de ce côté-là. «À l'ULB, il y a le panier alimentaire, ce qui m'aidait beaucoup. Pour seulement quatre euros, je pouvais

avoir des provisions, ce qui me permettait d'économiser pour faire autre chose.»

À part ses petits jobs que Shadi trouvait à gauche et à droite, il s'est aussi redirigé vers des associations pour obtenir de l'aide financière. Une aide qu'il a souvent dû trouver seul. Selon lui, l'université n'informe pas correctement les étudiants sur les soutiens possibles. «L'organisation est très bancal à mes yeux... Si l'université indique toutes les aides possibles, informe sur le travail des associations, sur les bourses qu'on peut obtenir ou les services sociaux... elle n'en parle que trois ou quatre jours avant les dates d'échéances. Donc, si on ne fait pas attention, on passe facilement à côté de toutes ces aides.»

DE 1.000 EUROS À ZÉRO

Lorsque le Covid-19 est arrivé, tout a été chamboulé pour Shadi. Il a perdu son job au Bloody Louis, la boîte de nuit où il travaillait. Sans revenu, il s'est retrouvé perdu et il songeait même à retourner en France. «L'arrivée du virus et le confinement ont été vraiment un électrochoc. Je me suis retrouvé du jour au lendemain sans job étudiant. Je suis passé de 1.000 euros à rien.»

C'est alors que le jeune étudiant en kiné n'a pas eu d'autre choix que de harceler les agences d'intérim. «Tous les jours, je les appelais pour leur dire que j'avais absolument besoin d'un

boulot, sans quoi je ne pouvais pas payer mon logement.» Il a néanmoins pu recevoir de l'aide de l'université qui lui a versé 285 euros, ainsi que de l'aide du CPAS. Mais ce n'était pas suffisant pour payer son loyer et pouvoir vivre correctement. «Pour mon loyer, j'ai vraiment dû batailler, je postulais partout, j'ai même pensé à vendre mes vêtements ou ma télévision.» Fort heureusement, il a pu compter sur ses frères qui l'ont aidé à payer son loyer dans un premier temps.

UN TOIT SUR LA TÊTE

Ce n'est que vers la mi-avril 2020 que ce jeune étudiant a enfin pu

retrouver un job et de nouveau pouvoir payer son loyer.

Il a pu retomber sur ses pattes et ainsi garder son logement. «Au début du confinement, j'ai eu peur parfois de me retrouver à la rue, faute de pouvoir le payer. Heureusement, j'ai pu me faire aider et je n'ai rien lâché dans mes recherches de job... C'est grâce à cela que j'ai pu garder un toit sur la tête.»

Le jeune étudiant espère que l'avenir sera un peu plus stable, tant pour son logement que pour ses études qu'il compte bien terminer dans les meilleures conditions possibles dans son petit chez-soi. •

«L'arrivée du virus et le confinement ont été vraiment un électrochoc. Je me suis retrouvé du jour au lendemain sans job étudiant. Je suis passé de 1.000 euros à rien.»

SHADI, ÉTUDIANT, 26 ANS

Pas de crise du logement étudiant

Alors que le confinement s'est installé comme notre mode de vie quotidien, nous nous sommes posé la question de savoir comment les facultés bruxelloises se sont occupées de leurs logements universitaires et des étudiants qui y résident.

PAR JESSICA ANANIASW

Bruelles est incontestablement une ville étudiante, comme on peut s'en rendre compte en se baladant dans la capitale. Il y a dans la Région une centaine de milliers d'étudiants inscrits dans les différents établissements d'enseignement supérieur. Près d'une cinquantaine d'institutions y sont subventionnées par la Fédération Wallonie-Bruxelles, parmi lesquelles trois universités, dix hautes écoles, neuf écoles supérieures des arts ou encore 26 établissements de promotion sociale.

La question qui se pose alors est : « Où logent tous ces étudiants ? » D'après une étude réalisée par la Ville de Bruxelles, la proportion des jeunes qui habitent chez leurs parents et celle de ceux qui ont un logement étudiant ou personnel sont quasiment les mêmes. Par logement étudiant, on entend les studios, les kots, les résidences, les colocations... La plupart des logements étudiants se trouvent naturellement dans les quartiers où se situent les établissements d'enseignement supérieur, comme à Ixelles, Bruxelles-Ville ou Etterbeek...

S'ADAPTER, D'UNE VAGUE À L'AUTRE

Certains établissements supérieurs disposent de plusieurs logements sur leur campus ou alors dans les alentours. À l'Université Saint-Louis, les kots sont restés à la disposition des étudiants durant le premier confinement. C'est le cas de la résidence Ommegang, gérée par le service logement de l'université et l'entreprise Quares, où loge Matthias Deljarry, étudiant en bachelier. Alors que les lieux accueillent habituellement 141 personnes, Matthias nous explique que les étudiants présents dans la résidence ne devaient être qu'une trentaine, lors du premier confinement : « Les règles étaient certes plus strictes, dans le respect des distanciations sociales, mais on se croyait tout de même un peu en colonie de vacances. On avait installé une télévision dans la salle commune, mis des canapés et on utilisait la terrasse pour faire de la musculation ou du yoga. » Ses compères et lui n'ont pas nécessairement ressenti de solitude à ce moment-là.

Matthias nous confie qu'au moment de la deuxième vague, beaucoup d'étudiants ont attrapé le Covid.

L'université s'est adaptée, en fournissant des gels hydroalcooliques, en obligeant le port du masque ou en nettoyant les salles communes de façon plus intensive. Un changement qui n'a pas tellement pesé sur le moral du jeune homme. « On fonctionnait comme une famille, comme une bulle : personne de l'extérieur ne rentrait et le port du masque était la norme. » Avec le recul, Matthias se rend compte que l'université comme les résidents ont fait tous de leur mieux pour vivre ces confinements successifs. En outre, parmi les changements opérés, l'étudiant admet que, s'il y a eu des problèmes de connexion internet au début de la pandémie, tout a été vite réglé pour permettre aux étudiants un confort maximal pour suivre les cours qui se donnaient à distance.

« L'UNIVERSITÉ A FAIT UN GESTE »

En ce qui concerne l'aspect financier de ces logements étudiants, il existe plusieurs types de baux qui répondent à la situation socio-économique des étudiants. Cela leur permet de trouver un logement, sans devoir se ruiner,

surtout quand on sait qu'à Bruxelles, le prix moyen d'une location étudiante est de 475 €.

Après le premier confinement, le service logement de l'Université Saint-Louis a reçu plusieurs demandes de parents pour rompre le bail. « La réponse fut négative », explique la responsable du service, Bénédicte Waucquez, car les résidences étaient ouvertes et les étudiants y avaient accès. » D'autres parents ont demandé au service de pouvoir au moins ne pas payer les charges. « C'est une question qui a été débattue au sein de nos autorités et en concertation avec d'autres universités », poursuit la responsable. Ce n'est qu'après cette concertation que les étudiants qui n'ont pas logé dans la résidence durant le premier confinement ont eu un remboursement des charges. « L'université a fait un geste, elle n'y était pas du tout obligée, elle a donc remboursé

deux mois de charges, c'est-à-dire 150 € aux étudiants. » À côté de ce soutien, le service constate que le nombre de demandes d'aide financière structurelle au logement a augmenté, et, de son côté, le bureau d'aide sociale de l'université a octroyé bon nombre d'aides financières ponctuelles aux étudiants qui avaient perdu leur job suite au Covid, soit une aide de 85 €.

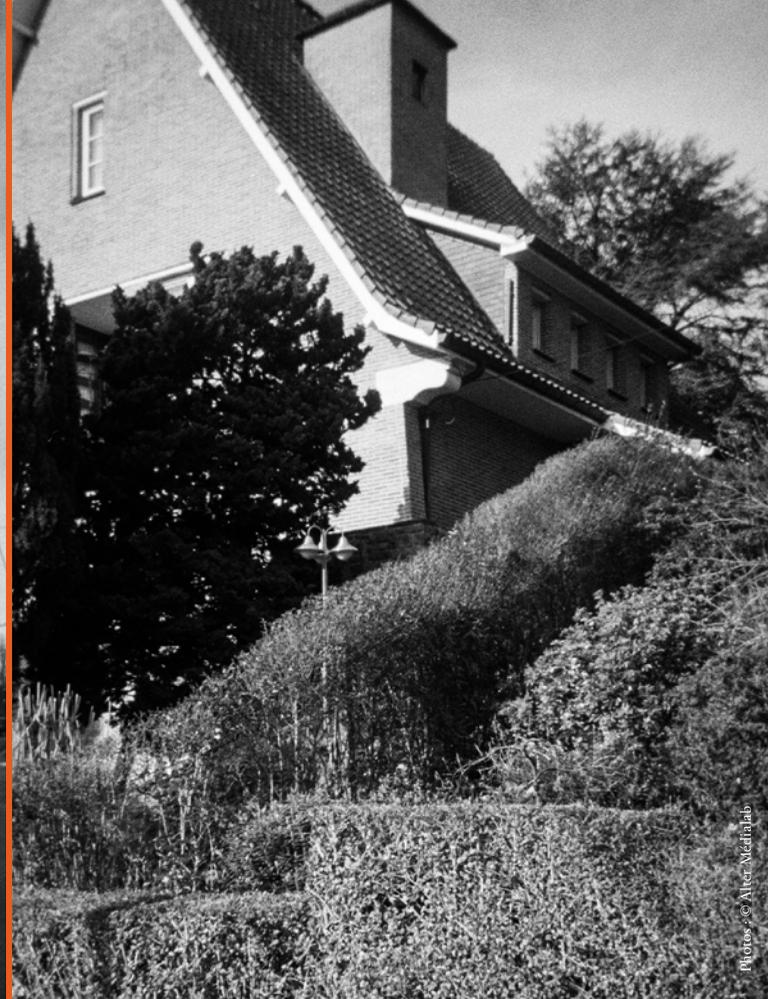
KOTS, TOUJOURS LA COTE ?

Après une fin d'année académique, l'an dernier, particulièrement chamboulée par le Covid-19, et une autre qui s'est principalement déroulée à distance, par écran interposé, de nombreux étudiants ont réfléchi à la possibilité de louer ou non un kot. En effet, si les cours se font à distance et si les jobs étudiants sont de plus en plus rares, il est plus simple pour les jeunes de rester vivre chez leurs parents où ils

seront entourés pour mieux supporter la situation, tant humainement que financièrement.

Néanmoins, à l'Université Saint-Louis, le service logement n'a pas constaté une diminution des demandes de logement. « Par contre, avec la fermeture des frontières et les quarantaines, nous avons eu moins de demandes de logement de la part d'étudiants étrangers », indique Bénédicte Waucquez. Les autres établissements supérieurs affirment que le nombre de demandes pour louer des kots et le nombre de remplissages de ceux-ci sont restés quasiment les mêmes que les années précédentes. « Lors de la première matinée d'information pour les futurs étudiants, nous avons déjà eu près d'une vingtaine de demandes pour l'année prochaine. » Le Covid-19 n'a donc visiblement pas changé grand-chose à ce niveau-là... •





Photos © Alter, Madhulab

400 habitants à gauche, quatre à droite.

Les inégalités de logement face au confinement

En 2020, nous avons vécu cette expérience inédite, mais partagée par tous qu'a été le confinement. En effet, à la suite de la propagation du coronavirus, nous avons tous été obligés de rester à la maison. Cependant avons-nous tous réellement vécu la même expérience lors de ce confinement ? Ces clichés, réalisés majoritairement dans les rues d'Anderlecht, tentent de répondre à cette question. Ils tentent de démontrer en tout cas que nous n'avons pas tous les mêmes chances ni les mêmes conditions de vie, car nous n'habitons pas dans les mêmes logements. De ce fait, l'expérience du confinement a bien été différente selon les foyers.

PHOTOREPORTAGE PAR ANDY BOLEKIMO



Son havre de paix.



16 m² d'espace privilégié.



Deux allées, deux mondes.



Vos voisins ne sont pas aussi chanceux que vous.



À Bruxelles, vous avez été 1,2 million à être confinés. Mais dans quelles conditions ?

Jeune sans abri : rencontre à découvert

Rencontre avec Nicolas, un jeune sans abri établi dans une rue commerçante du nord de Bruxelles. Il nous raconte comment la pandémie mondiale, qui bat son plein depuis mars 2020, a impacté son quotidien dans la rue. Quel a été son parcours et quelles ont été les conséquences de cette crise sanitaire sur son mode de vie et ses habitudes ?

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIAME COLLIN

ALTER MÉDIALAB (AML) :
Comment êtes-vous devenu sans-abri ?

NICOLAS : C'était il y a cinq ans. J'avais 17 ans à l'époque, je vivais chez mes parents et ça faisait déjà un moment que j'avais arrêté les cours. Ce n'était pas pour moi, j'avais déjà doublé plusieurs fois et l'école ne voulait plus de moi : je n'étais pas un gosse facile, je le reconnais. Mes parents m'ont poussé pour que je trouve quelque chose à faire, un travail ou autre, mais je n'avais rien en tête à ce moment-là.

Après la dispute de trop, je suis parti chez un pote et je suis resté

« Je crois qu'un jour
je finirai par me
lever et avancer,
mais là je n'y suis
pas encore. »

chez lui environ trois mois, mais on s'est disputé pour une bête histoire et je ne pouvais plus rester chez lui. J'ai commencé à dormir dans la rue, un soir, parce que je n'avais pas d'autre

choix. Puis, ne trouvant pas d'autre solution, ça été deux soirs, puis trois. Je m'étais dit que c'était temporaire, mais finalement j'ai accepté la situation et, maintenant, c'est devenu mon quotidien.

AML : Vos parents sont-ils au courant de votre situation ?

N : Non. Depuis que je suis parti de la maison, je n'ai presque pas eu de contacts avec eux. Ma mère a essayé de me parler quand je vivais chez mon pote. C'est arrivé une fois, mais je ne voulais rien entendre. Tout ce qui s'était passé à la maison toutes ces années et la dernière dispute avant →

➔ que je parte, c'était trop. La dispute, ce n'était pas la pire, mais c'est ce qui a fait déborder le vase.

Après ça, j'ai changé de téléphone, j'ai perdu leur numéro et, maintenant, je n'ai plus de nouvelles. Je sais encore où ils habitent, mais je me vois mal retourner là-bas, ne serait-ce que pour voir comment ils vont.

AML : Bénéficiez-vous d'aides venant de travailleurs sociaux ou autres ?

N : J'ai de l'aide des personnes du quartier : on m'apporte le journal, certains qui viennent faire leurs courses me demandent si j'ai besoin de quelque chose ou m'amènent un truc à boire ou à manger.

Après, est-ce que j'ai de l'aide de quelqu'un en particulier ? Pas vraiment. Tout ce qui est travailleur social, j'y crois pas trop. On va dire que je ne veux pas m'en sortir. Le monde te regarde déjà mal quand tu es dans la rue. Les gens pensent que parce que je vis dehors, je suis moins bien qu'eux et du coup, ils se permettent des choses. Pourtant, j'ai vraiment pas besoin d'être jugé.

AML : Plusieurs associations s'adressent aux personnes sans abri et leur offrent de quoi se loger, se nourrir. Recourez-vous à ces dispositifs ?

N : Ça dépend. Je pourrais aller dormir dans un centre, mais, si c'est pour attraper le Covid, moi, je suis mieux ici. Là-bas, on dort avec plein de gens, des inconnus. Moi je n'ai pas une très bonne expérience de ces endroits. Je ne dis pas, c'est bien pour ceux qui ont besoin, mais ce n'est pas pour moi. De toute façon, avec tous ces confinements, ça devient dur de trouver des endroits où aller et si c'est pour faire toute la Belgique pour trouver un truc, alors ce n'est pas la peine.

Une protection et une sonnette d'alarme

Plusieurs associations se sont serré les coudes afin de mettre en place des programmes d'assistance pour aider les personnes sans abri durant ces temps de crise. C'est dans ce cadre qu'une attestation de non-hébergement, mise en place par plusieurs acteurs du secteur associatif, a pu voir le jour. « Cette attestation a pour but d'apporter une protection aux personnes sans logement face aux pressions policières, explique Sébastien Roy, directeur du Samusocial. Le couvre-feu ne tenait pas du tout compte du fait que certaines personnes sont obligées de se déplacer la nuit. »

Certaines personnes s'indignent de la création de cette attestation car cela démontre, selon eux, une situation d'une absurdité sans nom. En effet, il est vu comme aberrant qu'il ait fallu créer une

attestation pour protéger les personnes vivant à la rue, comme si ces personnes avaient choisi de rester dehors. Mais la création de cette attestation avait en fait un double objectif, à savoir apporter une protection aux personnes vulnérables dans les rues, mais aussi être utilisée comme sonnette d'alarme pour montrer que les centres d'hébergement étaient pleins et qu'il fallait agir. Sébastien Roy explique : « Le Covid a permis d'augmenter notre capacité d'accueil et de passer les hébergements en 24 h/24, ainsi que de stabiliser la population dans les centres, sans que cela rencontre tous les besoins. »

Cette attestation a donc pu être bénéfique pour tous les publics, mais elle est aussi venue en soutien aux jeunes qui ne trouvent pas toujours leur place dans des structures déjà existantes et qui, par cette initiative, ont pu bénéficier d'une sorte de sécurité face aux éventuelles sanctions du non-respect du couvre-feu.

habitudes : ça fait des années que je suis ici et je trouve ce qu'il me faut.

AML : Comment la situation Covid a-t-elle impacté votre situation ?

N : Déjà, quand t'es sans abri, c'est pas si simple de faire les trucs les plus banals du quotidien. Dans ce quartier, on me connaît, je suis ici depuis des années. Les commerçants de la rue m'ont toujours aidé et même les habitués qui viennent faire leurs courses ou chercher leur journal me connaissent. Mais, du jour au lendemain, tout le monde était confiné :

➔ je ne voyais plus personne. L'air de rien, ça change quelque chose : en plus, tout le monde est devenu méfiant. Déjà on me regarde bizarrement parce que je suis à la rue, mais, avec ce Covid, c'est vraiment quelque chose. Pour la manche, tu te retrouves sans pièces de monnaie parce que les gens ont peur des microbes véhiculés par l'argent.

Plus personne n'approche plus personne et, pour se procurer des masques ou des protections, c'est toute une affaire. Du jour au lendemain, je me suis retrouvé à devoir penser à des choses qui me semblaient si éloignées de mes préoccupations, genre porter un masque. Je suis à la rue, je ne vois personne, ça me sert à quoi?!

AML : Comment vous êtes-vous adapté à toutes ces mesures imposées par les experts ?

N : Je sais pas si c'est vraiment de l'adaptation, mais, quand on doit survivre, on fait comme on peut. Quand tu es dans une situation où tu n'as pas le choix, tu fais ce qu'il faut. Avec le coronavirus, c'est la même chose. J'ai été dans la rue du jour au lendemain, donc quand on nous a lancé ces nouvelles mesures du jour au lendemain, il a fallu faire avec.

C'est clair que la vie n'est plus comme avant maintenant : il faut porter le masque, il faut se laver les mains et on a encore moins envie de vous approcher qu'avant. Quand tu es sans abri, c'est compliqué de se laver les mains toutes les cinq minutes, on s'en doute. Il faut réfléchir autrement et changer certaines habitudes. Quand les magasins ont fermé, dans la rue, j'y ai perdu. La librairie m'aidait pour charger mon téléphone, j'allais aux toilettes au snack plus bas. Tout ça s'est arrêté du jour au lendemain. C'est pas la fin du monde, j'ai connu pire, mais tout de même, on

ne s'y attendait pas au départ. Je me débrouille, je suis toujours là.

AML : Avez-vous entendu parler ou bénéficiez-vous de l'attestation de non-hébergement ?

N : Oui, j'en ai entendu parler, mais je ne l'ai pas et je n'en ai pas besoin en fait. Personne ne m'a jamais dérangé

pas venir me déranger, je pense. Ce serait le comble quand même.

Même si je me déplace un peu pour dormir à l'abri de la pluie ou du vent, je ne vais jamais très loin. Je reste dans le quartier, je ne dérange personne là où je me trouve. Je sais que ce n'est pas partout pareil, je ne demande pas de la pitié, mais ce n'est pas pour autant qu'il ne faut pas nous respecter.

AML : Comment envisagez-vous le futur ?

N : Pour l'instant, je n'y pense pas trop. Dans l'immédiat, je pense d'abord à ne pas tomber malade et à vivre au jour le jour. Après, la question m'a déjà traversé. Bien sûr que je pense à plus tard, je suis encore jeune, même si je ne me sens plus si jeune que ça. Le temps passe vite et ça fait presque cinq ans que je suis sans abri. Je ne pensais pas que je vivrais dehors autant de temps, puis me voilà. Alors je me dis que, quand la situation sera calmée, quand on sera tranquille avec le Covid, ce sera plus facile pour avancer.

Je ne me vois pas rester ici toute ma vie non plus. Je suis une personne normale : en fin de compte, j'ai aussi des rêves et des choses qui me font envie. Je n'ai pas de diplôme donc, ça rend les projets plus difficiles. Surtout trouver un travail en ce moment, c'est pas possible, mais j'y pense, certains jours plus que d'autres. Je crois qu'un jour je finirai par me lever et avancer, mais là je n'y suis pas encore. •

« Déjà on me regarde bizarrement parce que je suis à la rue mais, en plus, avec ce Covid, c'est vraiment quelque chose. Pour la manche, tu te retrouves sans pièces de monnaie parce que les gens ont peur des microbes véhiculés par l'argent. »

jusqu'ici. La police passe tous les jours dans le quartier, le poste n'est pas loin et ils vont pas me faire partir : ils savent que j'ai nulle part où aller. C'est chez moi ici, je n'ai jamais eu de problèmes depuis le couvre-feu. On ne va

EN SAVOIR +

Lire l'article d'Alter Échos, « Jeunes en errance : « Tous les voyants sont au rouge », Mormont M., 26 mars 2020 alterechos.be

Jeunes et précarité : un accompagnement pare-balles

La précarité chez les jeunes est un phénomène en hausse ces dernières années. La pandémie mondiale venant s'ajouter au tableau, on voit apparaître de plus en plus de jeunes en errance. Malgré ce contexte difficile, de réelles solutions sont mises en place par des acteurs clés du milieu associatif, cherchant à fournir aux jeunes des armes pour les protéger de la dureté de la rue.

PAR MARIAME COLLIN

Les jeunes en situation de précarité sont fortement atteints par les conséquences du Covid-19 et ce ne sont pourtant pas les premières personnes à bénéficier d'aides pour répondre à leurs besoins spécifiques. La violence de la rue est une réalité connue, mais, avec l'arrivée du virus, la peur s'est vite installée et a laissé derrière elle un voile d'incertitude sur les jeunes en quête de stabilité.

En 2019, on recensait, parmi les SDF à Bruxelles, un quart de jeunes âgés de moins de 25 ans. Ceux-ci se montrent parfois réticents à rejoindre les lieux d'hébergement et cela s'explique par plusieurs raisons. Pour en citer une parmi tant d'autres, force est de constater que beaucoup de jeunes sont frappés par la toxicomanie et ne peuvent se résoudre à aller dans des centres d'accueil, car il y est interdit de consommer. Il est clair que la jeunesse est un public plus délicat qui nécessite

un accompagnement différent et des structures adaptées. S'il y a peu de structures mises en place expressément pour les jeunes, celles-ci ne sont pas cependant pas inexistantes.

STEP FORWARD : UN PAS VERS LA RECONSTRUCTION

C'est le cas notamment du projet Housing first «Step Forward», mené par le Samu social, ciblant les jeunes de 18 à 25 ans. Ce projet, créé en 2015, vise à aider des jeunes sans abri ayant une addiction et/ou un problème de santé mentale à trouver un logement.

Aude Gijssels, responsable de ce programme, explique : «Le but est de procurer un logement aux jeunes en difficulté. Nous travaillons avec une équipe pluridisciplinaire (infirmière, psychologue, assistante sociale, etc.) pour répondre aux différents besoins des jeunes.» La volonté derrière ce projet est non seulement d'apprendre

aux jeunes à être autonomes face aux différentes démarches de la vie d'adulte qu'elles soient administratives, professionnelles, juridiques, médicales... mais aussi de montrer les aspects plus agréables de la vie pour qu'au-delà du fait de se prendre en main, la personne prise en charge soit épanouie. Pour Aude Gijssels, «le fait d'avoir un logement permet de résoudre cette problématique, mais il y a d'autres problèmes qui découlent de la rue». C'est pour cela qu'à travers ce projet de housing, il y a aussi un réel travail visant à rompre l'isolement que la vie dans la rue aurait pu créer. Plusieurs activités sont organisées, comme des ateliers d'écriture, ce qui permet de faire des rencontres, de créer de réels liens et de transmettre des valeurs, comme celle de l'amitié. Il y a ici une volonté de déculpabiliser le jeune, qui est fondatrice de ce projet. Elle se traduit à travers les différentes

Les jeunes en situation de précarité sont fortement atteints par les conséquences du Covid-19 et ce ne sont pourtant pas les premières personnes à bénéficier d'aides pour répondre à leurs besoins spécifiques.

actions qui sont menées avec ce public. Cette envie d'aller au-delà des préjugés a permis d'instaurer un climat de confiance avec une jeunesse qui se trouve parfois en dissonance avec les institutions bruxelloises. C'est pour cela que «Step Forward» offre un accompagnement sur mesure, pour répondre aux différents besoins de ces nouveaux adultes.

MACADAM, DE L'ACCUEIL À L'ENTRAIDE

À côté de ce projet déjà bien ancré à Bruxelles, l'entrée en activité de l'asbl Macadam arrivera à point nommé au printemps 2021, pour encadrer les jeunes en difficulté. Fanny Laurent, chargée de projet au sein de cette asbl, nous explique : «Macadam est le fruit d'une réflexion de sept associations issues de secteurs différents, visant à fournir un accueil complet

et sans contrainte à des jeunes de 14 à 26 ans.»

Cette asbl, qui verra le jour dans les environs de la gare du Midi, à Bruxelles, a pour ambition de devenir un espace de confiance pour les jeunes. Les services que Macadam souhaite proposer s'orientent vers un accueil adéquat pour les jeunes, soit un lieu d'écoute autour d'un café ou d'un thé. Un lieu où le jeune pourrait accéder à une douche, une machine à laver et un séchoir, un casier, mais aussi un espace dédié au numérique afin de pouvoir charger ses appareils ou avoir accès à un ordinateur ou un téléphone. À côté de cet accueil, d'autres structures viendraient proposer des permanences pour encadrer les jeunes sur différents sujets, comme la santé mentale ou, potentiellement dans le futur, un accompagnement médical.

Ce que défend l'asbl, c'est le fait que les jeunes ne doivent pas spécialement avoir de projets pour passer les portes de Macadam. L'enjeu est de saisir la demande des jeunes dans un premier temps, ce qui pourrait faire naître une envie d'ouverture vers des formations, la recherche d'un emploi ou déjà estomper les réticences face au monde associatif en général, sans pour autant exercer de pression. La visée de Macadam est donc de constituer un sas d'entrée pour les jeunes vers la société qui pourrait leur sembler inaccessible. «L'adolescence est un âge où on observe beaucoup de changements, c'est aussi l'âge de l'expérimentation. Malgré cela, tout le monde n'a pas la chance d'avoir un filet de sécurité au terme d'une expérience qui aurait mal tourné», explique Fanny Laurent. Un sentiment commun chez certains jeunes en situation de difficulté montre qu'ils ont parfois la

Jeunes en errance : on se mobilise

La jeunesse en crise est un fait qui n'est malheureusement pas nouveau et est au centre de débats cruciaux. De plus en plus de projets sont mis en place pour y faire face, mais aussi pour démystifier ce phénomène qui nécessite autant d'attention que d'action.

Le parlement francophone bruxellois s'est réuni à l'automne 2020 pour faire changer les choses auprès des jeunes en errance. C'est au terme

d'un travail de plusieurs mois, alliant auditions auprès d'une vingtaine d'experts et débats parlementaires, qu'un rapport parlementaire a pu être écrit afin de mieux accueillir et encadrer les jeunes en errance. Ce rapport a été co-rapporté par Pierre-Yves Lux, du groupe Écolo, et Nadia El Yousfi, du groupe PS. Ce rapport, voté en avril, montre que les choses bougent pour les jeunes en situation de précarité. Le vote de 47 recommandations en atteste, mais il faudra suivre la concrétisation de ces intentions. Autre initiative, menée de manière participative avec les jeunes : celle

du Forum-Bruxelles contre les inégalités qui a diffusé, le 27 mars dernier sur BX1, un documentaire « réalisé par et pour les jeunes en errance ». Ce projet a été réalisé dans le cadre de l'asbl Macadam et réalisé par Ad'hoc Machine, avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Tous ces projets font sens dans un environnement qui s'est durci avec la crise sanitaire au sein d'un milieu déjà en crise. De plus en plus de choses sont mises en place pour aider les jeunes et tenter de tendre vers un accompagnement encore plus personnalisé à la jeunesse.

→ sensation d'être incompris du milieu associatif.

BON DROIT A BESOIN D'AIDE

Le jeune n'a pas toujours le profil le plus facile pour les associations. La fougue de la jeunesse et la soif de tester les limites rebutent certaines associations qui se tournent alors vers des profils « plus faciles » à traiter. On assiste à une forme de jugement de l'adolescent en situation de difficulté pour qui expérimenter serait interdit. Fanny Laurent parle d'une dualité qui pèse parfois sur les jeunes : « D'un côté, l'adolescent se sent parfois infantilisé, il n'est pas traité pas comme un adulte dans ses décisions, mais de l'autre il y a une forme de responsabilisation extrême où l'erreur ne semble pas être permise. »

Dans ce contexte de crise, ces deux actions, « Step Forward », créée avant

« L'adolescence est un âge où on observe beaucoup de changements, c'est aussi l'âge de l'expérimentation. Malgré cela, tout le monde n'a pas la chance d'avoir un filet de sécurité au terme d'une expérience qui aurait mal tourné. »

FANNY LAURENT,
PROJET MACADAM

le Covid-19, et Macadam, qui ouvrira ses portes au printemps 2021, apportent une aide plus que précieuse aux jeunes en difficulté. En plus de viser un public quelque peu délaissé, ils apportent un réel soutien à la jeunesse mise à mal par la pandémie. Tous sont touchés par cette crise, mais pas de la même manière, et ce type de projets répond à un réel besoin chez les jeunes, qui s'est encore accentué par les temps qui courent.

Penser à demain est une nécessité pour envisager plus de solutions et mettre en place différents dispositifs afin de continuer à aider les jeunes. C'est ce que ces deux projets s'efforcent de mettre en avant. Ils fleurissent dans le contexte d'une pandémie mondiale et fournissent à une jeunesse en difficulté des clés afin d'obtenir un éventail plus large de perspectives d'avenir. •



Photos : © Alter Médialab

Il est environ 9 h du matin, les cuisiniers s'affairent en cuisine pour préparer les premiers repas de la journée. En arrière-fond : de la musique et des odeurs délicieuses envahissent les locaux.

Une brève histoire de confinement, avec les Gastrosophes

La crise économique et sociale que cause la pandémie de Covid-19 a eu pour conséquence de creuser les inégalités déjà existantes. En effet, avec les mesures de confinement, les inégalités sociales ont explosé et la demande d'aide alimentaire a augmenté plus que jamais.

PAR EMILIE DE VILLENFAGNE



L'approvisionnement est issu de récupérations, ce qui permet d'économiser en matières premières et de réduire le gaspillage alimentaire, qui est une des vocations premières chez les Gastrosophes.



Il est 11 h, le rush de la matinée est passé, les repas sont terminés, emballés et prêts à être distribués à différentes associations du secteur sans-abri. Après une intense matinée, les Gastrosophes se réunissent dans une petite cour, à l'arrière des locaux qu'ils occupent. Le temps de prendre une pause bien méritée.

Pour ce reportage, nous avons rencontré « les Gastrosophes », un traiteur social basé dans le quartier de Cureghem et qui, d'ordinaire, s'est donné pour but de lutter contre le gaspillage alimentaire.

Cette asbl, créée par une bande d'amis, travaille habituellement dans le secteur de l'horeca et de l'événementiel. Comme beaucoup d'autres, ils se sont retrouvés au chômage suite aux mesures de confinement et à l'interdiction de rassemblements. Du jour au lendemain, constatant la demande exponentielle d'aide alimentaire, ils se sont complètement réinventés et se sont mis à cuisiner plus de

200 repas afin de venir en aide à ceux que la crise a laissés sur le bord de la route. Alors que la population belge s'enfermait chez elle pour un premier confinement en mars dernier, certains ont réagi en sortant dans les rues afin d'aider les plus démunis. •

EN SAVOIR +

Lire l'article d'*Alter Échos*, « Toujours plus tributaires de l'aide alimentaire », Vallet C., 12 décembre 2020 alterechos.be



Dans quelques minutes, un coursier de la coopérative « Molenbike » viendra récupérer les colis à vélo pour les amener à bon port.



Nicolas roulant à travers les rues bruxelloises. Il me raconte à quel point il est heureux du sentiment de liberté que lui procure son métier.



Dernière étape de la journée : la livraison des colis alimentaires, ici au Samu social.



« Young, wild & confined »

UNE ÉMISSION DE RADIO PRÉPARÉE PAR LAURETTE SIFA KAPELLA, VICTOR ARISTIDE, ZENAB GUILAVOGUI, SARAH DEPREZ

Le 4 décembre 2020, dans le cadre d'un travail universitaire en collaboration avec Bruxitizen, nous avons créé une émission de radio intitulée « Young, wild & confined » diffusée sur Radio Panik (105.4 FM). Notre émission portait sur la thématique de la jeunesse et du travail associatif dans le quartier de Cureghem. Nous nous sommes intéressés à l'élan de solidarité qui s'est créé durant le premier confinement.

Trois intervenants ont été conviés :

- Hayat El Aroud, coordinatrice du Compas (maison de jeunes)
- Eric Corijn, philosophe de la culture et sociologue à la VUB
- Louise Loustalot, membre du collectif « Les Gastrosophes »

Voici quelques moments clés de cette émission :

**HAYAT,
COORDINATRICE DU COMPAS**

ALTER MÉDIALAB (AML) :
Comment votre organisation

et vous avez vécu ce manque de représentation médiatique, ce manque d'intérêt et ce manque d'implication des autorités à votre égard ?

HAYAT EL AROUD : Au départ, ça a été très difficile parce que c'est un peu comme si on n'existait pas du tout, en fait, alors que nous pensons en tout cas que nous sommes essentiels au public que l'on accueille toute l'année [...] C'était assez spécial de ne pas du tout être entendus, ni dans les conférences de presse du CNS, ni de par les autorités locales, etc. [...] Les quatre premières semaines, sincèrement, ça a été très difficile.

AML : Vous qui avez l'habitude de côtoyer des enfants et, par conséquent, des élèves, est-ce que vous avez pu apercevoir des inégalités de suivi de certains établissements durant cette période ?

HD : Dès le début du confinement, on s'est demandé ce qu'on faisait.

L'essence même de notre travail, c'est d'accompagner les enfants, les jeunes et leurs familles [...] Et vu qu'il n'y avait aucune discussion par rapport aux associations, on a dû faire ce qu'on voulait, mais en connaissant les règles (sanitaires) de base [...] C'était très ambigu pour nous. Et vu qu'on a l'habitude de faire un travail ambigu, on s'est dit qu'on allait continuer sur l'ambiguïté et faire un peu comme on le sent.

La difficulté de la scolarité, on ne l'a pas sentie tout de suite. On l'a sentie quelques semaines plus tard quand des enfants ont commencé à nous téléphoner en disant : « *J'ai des travaux à faire, mais je n'ai pas d'imprimante.* » Une maman me téléphone et me dit : « *La madame de mon enfant m'a envoyé quelque chose sur WhatsApp et je ne comprends rien* », « *je ne sais pas ce que je dois télécharger* », « *c'est quoi une adresse e-mail ?* » C'est là qu'on a commencé à s'en rendre compte et qu'on s'est dit : « *Aïe ! Vers quoi on va ? ! Qu'est-ce qu'il se passe ? !* » →

« La crise a révélé beaucoup plus qu'elle n'a introduit de nouveaux problèmes, parce que tous les problèmes mentionnés, on les connaît à Bruxelles : on connaît la crise du logement, on connaît la crise de la pauvreté. »

ERIC CORIJN, SOCIOLOGUE



➔ Il y avait des familles dont on avait zéro nouvelle, donc on allait vers eux [...] On avait mis en place des choses pour quand même maintenir le lien avec les familles et on leur posait des questions : « *Tiens, est-ce que vous avez des nouvelles de l'école?* » Et en fait, il y avait plein d'écoles qui ne donnaient pas du tout de nouvelles. Même pas un WhatsApp, un SMS, un appel pour voir si tout le monde allait bien. Rien. Par contre, il y avait une école en particulier, une école primaire, qui a deux entités dans le quartier de Cureghem qui a pris contact avec nous très rapidement et nous a dit : « *On a besoin de vous parce que nos profs sont confinés, ils ne sont pas de Bruxelles et ils ne peuvent pas venir jusqu'ici [...]. Les profs ont envoyé des exercices, est-ce que vous pouvez les*

imprimer, les mettre sous enveloppe et les envoyer aux parents? Pour les parents pour qui c'est un peu plus compliqué, est-ce que c'est possible d'aller sur place? Est-ce que c'est possible de les accueillir? » Il y a vraiment eu, avec cette école-là, une grosse mobilisation.

On continuait à demander aux autres enfants s'ils avaient des nouvelles de leur instituteur ou institutrice, toujours rien! Et ça, ça a duré jusqu'au déconfinement. Les enfants sont retournés à l'école le 4 mai, si je ne dis pas de bêtise. Nous on a rouvert l'école de devoirs avec beaucoup de restrictions bien sûr, parce que là enfin on existait [...] Là on avait enfin des protocoles. On avait enfin un cadre dans lequel travailler en toute sécurité, parce qu'on fait tout pour les autres, mais on a aussi peur, nous!

Ce qui nous a fait froid dans le dos, c'est de remarquer qu'il y avait des enfants qui ne savaient plus lire ni écrire. Et là on s'est dit : « *Oh, qu'est-ce qu'il se passe là?!* »

Il faut comprendre que Cureghem est un quartier d'accueil, de transit et d'immigration. Il y a énormément de familles qui sont là depuis six mois, un an, deux ans. Des familles qui viennent d'une culture nomade, qui n'ont pas pour habitude d'aller à l'école tous les jours.

On a eu une réunion d'équipe et on a réalisé qu'il y avait un enfant de 10 ans qui avait totalement perdu son français parce qu'à la maison il ne le parle pas. À l'école, il y a eu un creux, les professeurs n'arrivent pas à rattraper le retard et donc malheureusement des enfants n'arrivent pas à

remonter dans le train. C'est horrible à dire et c'est horrible à vivre pour nous.

ERIC CORIJN

AML : À la fin de notre émission, nous avons accueilli le professeur Eric Corijn, philosophe de la culture et sociologue à la VUB. Il nous a donné son expertise sur l'impact du Covid dans le quartier de Cureghem.

ERIC CORIJN : Cette réaction immédiate de solidarité existe à Bruxelles. C'est quelque chose qui n'est pas assez mis en lumière dans les médias, etc. Il y a beaucoup de gens qui s'investissent dans le social et dans la solidarité. Mais je pense

qu'en général, il faut constater que, nous, en tant que société, on n'était pas préparé. Tout ce que l'on entend, c'est de l'improvisation, c'est une réaction. Et donc il y a de beaux résultats, mais naturellement aussi des morts. La crise a révélé beaucoup plus qu'elle n'a introduit de nouveaux problèmes, parce que tous les problèmes mentionnés, on les connaît à Bruxelles : on connaît la crise du logement, on connaît la crise de la pauvreté. Un tiers de la population est presque ou sous le seuil de pauvreté. Un tiers de nos enfants grandissent dans des familles sans revenus du travail. Ça a été mentionné sur le logement, il y a 8 % de logements sociaux tandis qu'il y a 45.000 ménages sur des listes d'attente. Plus de la moitié

de la population bruxelloise, donc pas seulement à Cureghem, est dans les conditions pour avoir un logement social. En fait, la crise a été révélatrice. Pour moi, ce qui a été très marquant pendant la crise, c'est que cette société de marché, d'initiative privée, n'a pas réussi à réagir. Si on entend ici les réactions à la crise, c'est l'associatif qui a été beaucoup plus réactif que le commerce en tant que tel, que le privé orienté vers le profit. •

WEB +

Écoutez l'intégralité de l'émission sur altermedialab.be

Alter Médialab Bruxitizen

Bruxitizen est un espace de débat qui met les jeunes en présence de différents acteurs de la société civile. Bruxitizen, c'est aussi un dispositif de journalisme participatif et citoyen offrant à des étudiants et des élèves de s'initier aux techniques de journalisme.

Alter Médialab est le laboratoire d'expérimentation journalistique de l'Agence Alter. Découvrez la plate-forme web : altermedialab.be. Vous y trouverez un accès gratuit à des publications journalistiques uniques. L'Agence Alter est spécialisée dans la production de médias d'analyse des problématiques sociales.